



## ***LA QUESTION COREENNE***

***La réunification de la péninsule: mythe ou réalité ?***

**Mémoire de géopolitique**

**du lieutenant-colonel Xavier LEJEUNE**

**dans le cadre du séminaire « Géopolitique du sud-est asiatique »**

**Directrice : Madame Valérie NIQUET**

**Avril 2002**

## **La question coréenne.**

### **La réunification de la péninsule : mythe ou réalité ?**

#### **SOMMAIRE**

#### **PREMIERE PARTIE : L'EVOLUTION CONTRASTEE DE LA PENINSULE COREENNE**

L'histoire de la péninsule coréenne

Géographie physique et humaine de la péninsule coréenne

Des systèmes économiques radicalement opposés

#### **DEUXIEME PARTIE : LES PERSPECTIVES DE REUNIFICATION DE LA PENINSULE COREENNE**

##### **La menace nucléaire de la Corée du Nord**

La politique de réunification

L'incertitude du processus de réunification

# INTRODUCTION

La péninsule coréenne présente un double aspect maritime et continental, constituant sur le plan géographique un carrefour entre la République Populaire de Chine (RPC), la Russie et le Japon. Bénéficiant d'une position centrale entre les trois puissances régionales, la Corée a ainsi toujours constitué un enjeu géopolitique et, sans être vraiment maître de son destin, elle a subi dans son histoire des occupations successives. Sous influence chinoise puis japonaise, la Corée continua de représenter un enjeu après la seconde guerre mondiale qui vit la partition de la péninsule entre un Etat sous influence soviétique au nord et américaine au sud. La guerre de Corée qui débuta le 25 juin 1950 par l'invasion du sud par le Nord prit fin le 27 juillet 1953 avec l'armistice de Panmunjon. Celui-ci transforma l'intérêt régional de la péninsule coréenne en un enjeu mondial en raison de l'irruption dans la crise des Etats-Unis et de l'Organisation des Nations Unies (ONU). La partition entre les deux Corée constitua ainsi un point de fixation dans la confrontation des deux blocs de la guerre froide. Dès lors, deux systèmes opposés se développèrent et se défièrent avec pour ambition d'être reconnu comme l'unique représentation de la nation coréenne dans son ensemble.

Au sud, la République de Corée soutenue par les Etats-Unis fit progressivement l'apprentissage de la démocratie et du libéralisme alors qu'au nord, la République Démocratique de Corée (RPDC) fonda son régime sur l'idéologie communiste mais n'a eu de cesse d'affirmer sa différence et son non-alignement. Cependant, cette volonté d'émancipation de Pyongyang vis à vis de la RPC et de l'Union Soviétique n'a pas empêché l'établissement d'une forte dépendance économique et énergétique.

La fin de la guerre froide est donc l'occasion pour la péninsule coréenne d'une réflexion sur le processus de la réunification. En effet, la fin de la confrontation des deux blocs aurait dû effacer l'essentiel des fondements de la partition de la péninsule coréenne. Mais ce processus est moins simple à mettre en œuvre qu'en Allemagne car l'environnement géopolitique est très différent et aucune réelle volonté pacifique de rapprochement mutuel n'existait à cette époque.

En fait, la fin de la guerre froide met en lumière la situation très préoccupante de la péninsule en raison du pouvoir de nuisance de la RPDC. En situation de faillite

économique, ce régime autoritaire ne survit que par son programme militaire dont la composante nucléaire constitue un moyen de chantage et de marchandage auprès de la communauté internationale.

Face à deux pays dont l'évolution politique, économique et sociologique scindent la péninsule en deux systèmes radicalement opposés voire hostiles, le rêve nourri par la Corée du Sud d'une réunification pacifique devient donc un enjeu géopolitique majeur et l'on peut se demander dans quelles mesures cette réunification peut devenir réalité ou si elle est condamnée à rester un mythe.

Après la présentation de l'histoire de la péninsule coréenne et de son contexte en termes de géographie physique et humaine, l'étude développera l'évolution des systèmes économiques de ces deux pays qui aboutit aujourd'hui à l'émergence d'une puissance économique au sud et à la faillite de la RPDC.

En seconde partie, nous analyserons les relations géopolitiques des deux Corée dans la perspective de la réunification de la péninsule en mettant en évidence le rôle central mené par le chantage nucléaire de la RPDC et les limites d'un tel processus sur le plan international.

## **TITRE I : L'évolution contrastée de la péninsule coréenne.**

### **11. L'histoire de la péninsule coréenne.**

#### **111. Une histoire ancienne avec des prolongements encore d'actualité.**

On fait en général remonter les débuts de l'histoire de la Corée à 2333 avant J-C, année où Tangun, un personnage mythique issu de l'union du fils du dieu du ciel et d'une femme dont la tribu avait l'ours pour totem, aurait fondé le premier royaume appelé *Choson* ou « pays du marin calme ». Alors que l'authenticité du mythe de *Tangun* est discutée par les savants, il est néanmoins certain que des communautés claniques se réunirent pour former de petites cités-Etats qui prirent leur essor et chutèrent tour à tour jusqu'à l'émergence dès le premier siècle avant J.C de trois royaumes- *Koguryo* (37 avant J.C-668), *Paekche* (18 avant J.C-660) et *Shilla* (57 avant J.C-935)- sur la péninsule et une partie de l'actuelle Mandchourie.

Dès l'unification de la péninsule par Shilla en 676, la Corée fut sous le contrôle d'un gouvernement unique et parvint à préserver son indépendance politique et son identité culturelle et ethnique malgré de multiples invasions. Tout en repoussant les envahisseurs khitans, mongols, mandchous et japonais, les dynasties *Koryo* (918-1392) et *Choson* (1392-1910) consolidèrent leur puissance dynastique et connurent un épanouissement culturel certain.

Ce n'est qu'au XIII<sup>e</sup> siècle, du fait des Mongols, que la Corée fut limitée à ses frontières actuelles avec la Chine, le long des fleuves Yalu et Tumen. Ce passé grandiose a encore de nos jours des prolongements car il existe aujourd'hui une minorité estimée à 4 millions de coréens qui vivent dans les trois provinces mandchouriennes du Kirin, du Heilungkiang et du Liaoning. La majorité d'entre eux vivent dans la région de Yenchi, sur la rive septentrionale du fleuve Tumen, qui est organisée en une « Préfecture autonome des Coréens de Yenpien » conformément au système d'autonomie locale appliqué par Pékin aux minorités ethniques.

#### **112. L'annexion japonaise.**

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Corée devint l'objet de visées rivales entre trois pays impérialistes : la Chine, la Russie et le Japon. En 1910, ce dernier annexa le pays et y instaura un système colonial, mettant fin à la dynastie des Yi, et avec elle, à la Corée traditionnelle.

Le gouvernement général des japonais à Séoul cherchait surtout à exploiter économiquement la Corée. Les paysans et les pêcheurs japonais furent encouragés à émigrer en Corée où leur étaient attribuées des terres, gratuitement ou à bas prix. De grandes quantités de riz furent exportées vers le Japon alors que les Coréens devaient faire face à une grande pénurie. Et tandis que les Japonais prospéraient grâce aux ressources coréennes, les conditions de vie se détérioraient de façon dramatique en Corée. C'est pourquoi des centaines de milliers de paysans coréens abandonnèrent leurs fermes pour partir en Mandchourie ou même au Japon, où leur vie ne se révéla pas meilleure pour autant.

La domination coloniale entraîna une montée du nationalisme coréen. Les intellectuels, exaspérés par la politique japonaise d'assimilation, revendiquèrent leurs différences et luttèrent pour se distancier culturellement de leurs oppresseurs. En 1919 eurent lieu des manifestations qui coûtèrent la vie à des milliers de personnes. Ce mouvement pour l'indépendance ne réussit pas à renverser le gouvernement japonais mais il développa chez les Coréens un fort sentiment d'identité nationale et de patriotisme, et conduisit à l'établissement d'un gouvernement provisoire à Shanghai ainsi qu'à une lutte armée organisée contre les colons japonais en Mandchourie.

Les Coréens accueillirent la défaite du Japon, à l'issue de la Seconde guerre mondiale, avec une joie et un soulagement immenses. Leur bonheur fut toutefois de courte durée, puisque la libération ne leur apporta pas l'indépendance pour laquelle ils s'étaient battus mais le commencement d'un conflit idéologique dans un pays divisé.

Les efforts des Coréens en vue d'établir un gouvernement indépendant furent réduits à néant par l'influence des Etats-Unis au Sud, et par l'occupation du Nord par l'Union soviétique.

En novembre 1947, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) adopta une résolution demandant la tenue d'élections générales sous le contrôle d'une commission désignée par l'O.N.U. Cependant, l'Union soviétique refusa de se

conformer à cette résolution et interdit à la commission l'accès à la partie septentrionale de la péninsule. L'Assemblée générale des Nations Unies adopta alors une nouvelle résolution prévoyant la tenue d'élections dans les zones accessibles à la commission.

Les premières élections se déroulèrent le 10 mai 1948 au sud du 38° parallèle et le gouvernement de la République de Corée entra en fonction le 15 août. Un régime communiste fut instauré dans le nord, sous l'autorité de *Kim Il-sung*, un dirigeant staliniste jouissant d'un pouvoir absolu. La RPDC fut reconnue par l'URSS le 12 octobre 1948. D'autres pays du bloc communiste suivirent cet exemple et chaque gouvernement coréen se considéra dès lors comme légitime et afficha sa volonté de promouvoir la réunification.

### **113. La guerre de Corée.**

Le 12 janvier 1950, le secrétaire d'Etat américain Dean Acheson laisse croire, dans un discours, que la Corée du Sud est située hors du périmètre de défense américain. Pensant avoir les mains libres, le Nord lança une attaque armée contre le Sud le 25 juin 1950.

Les 100 000 soldats nord-coréens occupèrent assez facilement une grande partie du pays tandis que l'armée sud-coréenne établissait une ligne de défense le long du fleuve Naktong. Dès le 25 juin, le président américain Truman avait assuré la Corée de l'aide des Etats-Unis et saisi le conseil de sécurité de l'ONU qui vota, le 27 juin en l'absence de l'URSS qui pratiquait la politique de la chaise vide, une résolution entraînant le soutien à la Corée du Sud. Seize pays devaient prendre part à la guerre aux côtés de la Corée du Sud dont la France qui envoya un Bataillon sous les ordres du Général Monclar ( au total 3400 hommes jusqu'en 1953 dont 278 morts). Devant le succès rapide des troupes de l'ONU qui progressèrent vers le nord jusqu'au Yalu, 600 000 volontaires chinois furent engagés dans la bataille dès le 2 novembre 1950 pour soutenir la Corée du Nord et repousser les troupes alliées au nord du 38° parallèle. Après des combats acharnés et particulièrement meurtriers (plus d'un million de morts et de disparus), l'armistice fut signé le 27 juillet 1953 entre les représentants des troupes des Nations Unies, la Corée du Nord et la Chine ; la Corée du Sud ne signa pas et les deux belligérants retrouvaient pratiquement leurs frontières précédentes, une zone démilitarisée (DMZ) traversant le pays d'est en ouest et empêchant tout passage dans les deux sens.

Dès lors, les deux états allaient suivre des politiques opposées avec l'aide économique et militaire des Etats-Unis au sud et de l'Union Soviétique et de la Chine au nord.

## **12. Géographie physique et humaine de la péninsule coréenne.**

### **121. Géographie physique.**

La péninsule coréenne s'étend sur 1100 kilomètres du nord au sud dans le Nord-Est du vaste continent asiatique. La plus grande partie de sa frontière nord longe la Chine et effleure la Russie. Le point le plus septentrional est Yupojin, à Onson-gun, dans la province du Hamgyong du Nord, et son point le plus méridional est l'île Mara, dans la province Cheju. L'île de Maan, à Yongchon-gun, province du Pyongan du Nord, constitue le point le plus à l'ouest du territoire, et les îlots de Tokto, district d'Ullung, province du Kyongsang du Nord, le point le plus à l'est. Depuis 1948, la péninsule est divisée en deux, avec la République de Corée au Sud, et la République populaire démocratique de Corée au Nord.

La péninsule coréenne possède une superficie de 222 154 km<sup>2</sup>, soit presque l'équivalent de la Grande-Bretagne ou de la Roumanie. Avec 99 392 km<sup>2</sup>, le territoire de la République de Corée est légèrement plus grand que celui de la Hongrie ou du Portugal, et un peu plus petit que celui de l'Islande.

La Corée a une topographie variée bien que constituée à 70% de montagnes. Les spectaculaires monts Taebaek bordent la côte orientale où les fortes marées de la mer de l'Est ont découpé des falaises abruptes et des îlots rocheux. Dans les régions occidentales et méridionales, on trouve un relief plus doux, formé de plaines et de nombreuses îles proches du littoral avec des baies innombrables. Le rivage irrégulier est parsemé de plus de 3000 îles.

La péninsule compte de nombreux panoramas de montagnes et de fleuves ce qui lui a valu le nom « pays des brocarts d'or ». Son point culminant est le mont Paektu, la montagne « éternellement blanche », qui s'élève à 2 744 mètres au-dessus de la frontière nord avec la Mandchourie. Ce volcan éteint, dont le cratère est appelé Chonji (lac céleste),

est enveloppé d'une aura mythique car il serait le siège du premier royaume de l'histoire de la Corée, voici plus de 5000 ans. C'est aussi une réserve naturelle riche en animaux sauvages.

Etant donné l'étendue du territoire, on compte un nombre relativement élevé de cours d'eau qui ont joué un rôle important dans le développement industriel et dans le mode de vie. Les deux fleuves les plus longs, l'Amnok (ou Yalou- 790 km) et le Tuman ( ou Tumen- 521 km), prennent leur source au mont Paektu, et coulent respectivement vers l'ouest et vers l'est, le long de la frontière nord de la péninsule. Les deux principaux cours d'eau en Corée du Sud sont le fleuve Naktong (525 km) et le fleuve Han (514 km) qui assurent les besoins de l'irrigation et de l'industrie. Le Han joue un rôle vital pour la région centrale fortement peuplée, notamment des 11 millions d'habitants de Séoul, la capitale du Sud, qu'il traverse. Ce fleuve a par ailleurs largement contribué au développement de la civilisation coréenne ancienne.

La mer Jaune, située entre la Corée et la République populaire de Chine, et l'océan qui borde le littoral méridional, forment une plate-forme continentale aux eaux peu profondes qui fournissent de précieuses ressources à l'industrie de la pêche. La mer, qui baigne la péninsule sur trois côtés, occupe une place de choix dans l'histoire de la Corée depuis les temps anciens, contribuant au développement précoce de la construction navale et des techniques de navigation. Au cours de ces dernières années, des prospections pétrolières sont effectuées au large des côtes de la péninsule et les résultats encore limités restent toutefois encourageants.

## **122. Géographie humaine.**

Les Coréens forment une famille ethnique qui parle la même langue. Partageant des caractéristiques physiques distinctes, ils seraient les descendants de plusieurs tribus mongols, lesquels auraient émigré depuis l'Asie Centrale vers la péninsule.

Au septième siècle, les différentes populations du territoire ont été unifiées pour la première fois par le royaume de Shilla (57 avant J.C). Cette homogénéité a permis aux Coréens d'échapper aux problèmes ethniques intérieurs tout en les aidant à entretenir entre eux une forte solidarité.

La population sud-coréenne a été estimée dans le milieu de l'année 1999 à 46 858 000 habitants, ce qui représente une densité de 472 habitants au km<sup>2</sup>. La population de la Corée du Nord est, quant à elle, estimée à 23 566 000 habitants.

La Corée a vu sa population augmenter de 3% par an dans les années soixante, croissance qui est passée à 2% dans la décennie suivante. Aujourd'hui, le taux de croissance est de 0.92% et les études prévoient qu'il risque d'atteindre 0% en 2028.

L'une des tendances notables dans la population coréenne est le vieillissement constaté ces dernières années. Les statistiques ont montré que 6.6% de la population totale de la Corée avait 65 ans et plus en 1998. Cette génération représente 6.8 % en 1999.

Dans les années 1960, la répartition par âge de la population formait une pyramide parfaite, avec un taux de natalité élevé et une espérance de vie relativement courte. Au contraire, le schéma a considérablement changé aujourd'hui, dévoilant un taux de natalité de plus en plus bas et un accroissement de l'espérance de vie. La jeune génération (moins de 15 ans) a tendance à diminuer par rapport à l'ensemble alors que le nombre des plus âgés (plus de 65 ans) augmentera pour atteindre très certainement 19.3% de la population vers 2030.

L'industrialisation rapide du pays et l'urbanisation, au cours des années 1960 et 1970, ont été accompagnées par une continuelle migration des populations rurales vers les villes, particulièrement vers Séoul, entraînant ainsi une forte concentration urbaine. Pourtant, depuis plusieurs années, un nombre de plus en plus important de personnes cherchent à s'installer loin du centre ville, dans les banlieues autour de Séoul.

Le Nord, qui compte 22 millions d'habitants, ce qui correspond à moins de la moitié de la population sud-coréenne, a dû faire face à une longue période de sécheresse et d'inondations, qui a engendré sept années consécutives de disette, provoquant famine et malnutrition .

L'espérance de vie moyenne des hommes atteint aujourd'hui 72,1 ans en Corée du sud, soit 9 ans de plus qu'en Corée du nord. Quant aux Sud-coréennes, elles vivent en moyenne 79,5 ans, soit 12 ans de plus que les Nord-coréennes.

### **13. Des systèmes économiques radicalement opposés.**

A l'issue de la seconde guerre mondiale et de l'armistice de 1953, la partition de la péninsule en deux systèmes radicalement opposés engendrent des politiques économiques diamétralement différentes. Le nord du pays est initialement favorisé par la présence d'importantes ressources industrielles que les japonais avaient valorisées alors que le sud reste essentiellement tourné vers l'agriculture.

### **131. La République de Corée.**

Le décollage spectaculaire de l'économie et son taux de croissance soutenu (9% en moyenne de 1955 à 1990) repose sur une importante aide américaine au départ, une main d'œuvre abondante et la pratique de salaires peu élevés. Le rôle de l'Etat est lui aussi décisif, la planification coréenne étant la plus stricte de tous les états non socialistes.

La grande industrie a démarré avec la création d'entreprises publiques (Pohang Steel Corp., Korean Oil Corp.) dont Séoul fixe les orientations, les objectifs et détermine les secteurs prioritaires. La Banque de Corée garde la haute main sur les prêts et allocations accordés à ce secteur.

#### **1311. L'essor performant du secteur agricole.**

Pays essentiellement agricole après la partition de la péninsule, c'est en 1976 que la part de l'industrie de transformation a dépassé celle du secteur primaire dans le revenu national.

La pêche s'est étendue à l'océan mondial et l'aquaculture se développe rapidement. Le pays est autosuffisant en riz et détient l'un des plus gros rendements en grains. L'essor de l'élevage répond à une demande accrue de protéines animales. Le manque de terres est le problème le plus aigu ; comme au Nord, on s'efforce d'en conquérir de nouvelles aux dépens de la mer afin d'étendre les périmètres irrigués.

#### **1312. Une industrie de pointe.**

L'industrie s'est développée sur trois périodes.

Jusqu'en 1970 dominant le textile, les produits alimentaires, le ciment, les engrais chimiques et les produits dérivés du pétrole. A compter du troisième plan (1970) se développe une seconde série d'industries lourdes, situées en amont des premières : pétrochimie, aciéries, constructions navales et automobiles. Les conglomérats (chaebols) prennent alors leur essor : Hyundai (qui produit le dixième des richesses nationales), Daewoo, Samsung, Ksec, Posco, Ulsan, Yeochon.

A partir de 1980, un troisième étage s'ajoute à l'édifice industriel : les produits à haute technologie. Dorénavant, l'industrie électronique ne se contente plus d'assembler les composants japonais mais elle les fabrique. La recherche s'étend aux semi-conducteurs et aux biotechnologies et les technologies américaine et japonaise sont parfois acquises à grands frais. En effet, Samsung et Hyundai possèdent des filiales dans la Silicon Valley (Californie). Enfin, dans le cadre d'accords fructueux signés avec de grandes firmes nippones ou nord-américaines, la Corée du Sud vend de plus en plus d'automobiles (par exemple Hyundai au Canada) et de matériel musical.

Nouveau pays industrialisé, la République de Corée concurrence désormais le Japon sur de nombreux marchés ; il a toutefois fallu attendre 1980 pour que les résultats du commerce extérieur dépassent ceux du marché national. La nature des produits vendus a suivi les stades de l'industrialisation, passant des textiles à l'acier et aux machines et, de plus en plus, aux produits sophistiqués faisant appel aux composants électroniques. Les deux tiers des importations sont consacrés au pétrole. Aux partenaires du début – Etats-Unis (le quart des importations, le tiers des exportations) , Japon (28% des importations et 21% des exportations)- sont venus s'ajouter d'autres pays asiatiques, l'Europe, et même la Chine depuis les accords conclus avec Pékin au début des années 1990.

A la fin de 1996, les Coréens étaient fiers de voir leur pays se classer au 11<sup>ème</sup> rang mondial en terme de puissance économique, avec un revenu par habitant supérieur à 10 000 dollars. Premier pays pour la production de puces à mémoire, deuxième pour la construction de navires, cinquième pour la construction automobile et la production d'acier, la Corée du Sud est enfin devenue, en décembre 1996, le 29<sup>ème</sup> pays de l'OCDE, club des pays riches, et le deuxième membre asiatique (après le Japon) de l'organisation. Le gouvernement de Kim Young Sam vantait alors les mérites de la mondialisation ou de la globalisation.

### **1313. L'évolution des rapports sociaux et leurs conséquences.**

Le miracle économique de la Corée est dû en partie à la fois au coût salarial très bas, mais aussi à la main d'œuvre abondante, instruite (le taux d'analphabétisme est de 2% en 1996 et la fièvre d'éducation règne toujours) et docile sous des régimes autoritaires. Mais l'économie coréenne a perdu ces « atouts initiaux » depuis la démocratisation survenue en juin 1987. S'estimant être les laissés pour compte de la croissance économique, les ouvriers ont réclamé tout, tout de suite. Cela s'est traduit par la création de syndicats libres d'entreprise (4100 syndicats avec 1,2 million de syndiqués en 1987 puis 6140 syndicats avec 1,7 million en 1988) et de nombreux conflits sociaux ont vu le jour (3700 cas de grève en 1987, 1870 en 1988, 1600 en 1989, 319 en 1990 et 230 en 1991).

Les grèves ne se sont pas arrêtées entre 1992 et 1996, mais la majorité d'entre elles se sont déroulées en décembre 1996, lors du vote de la nouvelle loi sur le travail qui prévoyait la flexibilité des horaires et le non-paiement des jours de grève. La grève générale a été menée principalement par la deuxième confédération des syndicats (K.C.T.U., 1998), illégale aux yeux des autorités, avec une participation passive de la F.K.T.U (Federation of Korean Trade Union, 8700 syndicats avec 970 000 adhérents), docile au pouvoir et qui existait depuis longtemps. Une nouvelle loi a été votée en mars 1997 au mécontentement général du patronat et des syndicats, et les autorités ont finalement reconnu la K.C.T.U.

La hausse des salaires a été de près de 13% par an en moyenne de 1988 à 1996, cette augmentation continue ayant permis aux ouvriers coréens de voir leur niveau de rémunération parmi les plus élevés des nouveaux pays industrialisés. En outre, la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie a diminué, passant de 54,7 heures en 1986 à 46,7 en 1997. Dans le même temps, les entreprises ont perdu leur compétitivité sur le marché international, ce qui les a poussées à se délocaliser en Amérique, en Europe de l'Est et en Asie du Sud-Est, notamment en Chine.

### **1314. La crise monétaire et financière de 1997.**

Cette crise, partie de Thaïlande, gagna l'Indonésie et toucha de plein fouet la Corée du Sud en novembre et décembre 1997. Au cours de l'été 1997, la Thaïlande avait bénéficié d'un prêt d'urgence du Fonds Monétaire International (F.M.I) de 17,2 milliards de dollars et l'Indonésie de 33 milliards . Jusqu'au moment de l'éclatement de la crise, le gouvernement de Kim Young Sam, ignorant l'ampleur de l'endettement extérieur réel des entreprises et des banques coréennes, a considéré le prêt d'urgence du F.M.I comme une humiliation ou une honte nationale. Mais l'endettement extérieur de la Corée (150 milliards de dollars, que les responsables financiers ont sous-estimé à 100 milliards) était tel qu'elle ne pouvait faire autrement. En 1996 et 1997, les conglomérats avaient beaucoup emprunté auprès des banques étrangères pour faire des investissements démesurés dans le monde entier.

Aucun responsable politique ni aucun institut de recherches n'avaient prévu cette crise qui allait frapper la Corée. Pourtant, la faillite en série au début de l'année 1997 de conglomérats comme Kia (automobile), Hanbo (acier), Jinro (boissons alcoolisées), Dainong (agro-alimentaire) ... étaient autant de signes précurseurs.

La Corée voit sa crédibilité économique baisser sur la scène internationale et les capitaux étrangers commencent à quitter le pays dès le mois d'octobre. Le 8 novembre a lieu le krach à la Bourse de Séoul. La monnaie coréenne, le won, perd la moitié de sa valeur par rapport au dollar en un mois (valeur d'échange de 900 wons pour un dollar en novembre qui passe à 1 900 wons fin décembre 1997). La 11<sup>ème</sup> puissance économique du monde, au bord de la banqueroute, formule alors sa demande du plus grand prêt auprès du F.M.I le 21 novembre (57 milliards de dollars, le record) et l'accord est signé le 3 décembre. Ainsi, la Corée du Sud doit se plier aux contraintes imposées par l'organisation financière internationale et les conséquences de la tutelle du F.M.I sont douloureuses : fermeture des banques non solvables, faillite en série des entreprises, diminution des salaires de 20 à 30%, accroissement du chômage (le taux passe de 2,5% en juillet 1997 à 7,9% à la fin de 1998). Le P.N.B, qui avait atteint 480 milliards de dollars en 1996, tombe à 437 milliards en 1997, puis à 283 milliards en 1998 (niveau de 1991), avec un revenu par habitant de 6 309 dollars. Cette baisse est accentuée par la conversion en dollars du montant du P.N.B exprimé auparavant en monnaie coréenne, à la suite de la dépréciation du taux de change du won.

En 1998, plusieurs grandes banques fusionnent sous la forte pression du gouvernement et les conglomérats sont amenés à se restructurer. Ceux-ci s'engagent à réduire d'un tiers le nombre des firmes sous leur contrôle, à baisser leur taux

d'endettement au-dessous de 200% (au lieu de plus de 500% en avril 1998), à pratiquer une gestion plus transparente et à ne pas accorder leur garantie pour les emprunts bancaires d'une autre société du même groupe.

Ayant surmonté la crise, la Corée du Sud a rapidement réintégré sa place dans l'économie mondiale. Le but de ce pays est actuellement de surmonter les racines du problème en créant une structure adaptée à une économie avancée.

### **132. La République Populaire et Démocratique de Corée.**

L'économie nord-coréenne est fondée sur la nationalisation et la collectivisation qui se sont achevées en 1958. Elle est centralisée, planifiée et dirigée par le parti des travailleurs.

En 1945, le Nord était favorisé par la présence des industries lourdes que les Japonais y avaient laissées et produisait 92% de l'électricité, 86% des combustibles, 82% des produits chimiques ainsi que 78% des minerais de la péninsule. Pyongyang bénéficia aussi de l'aide économique de ses alliés socialistes pour un montant total de 1845 millions de dollars courants pour la période 1945-1960, 378 millions pour 1961-1970, 725 millions pour 1971-1980, soit un total de 2948 millions de dollars dont 52% en provenance d'URSS et 31% de la Chine.

A l'occasion du quatrième plan (1971-1976), le pays s'ouvrit sur le monde, à l'exemple de la Chine, en créant des zones économiques spéciales et en favorisant la construction de joint-ventures ; toutefois cette tendance fut renversée en 1986. Un traité de coopération signé avec l'URSS en 1985 assura une aide technique considérable et multiforme ainsi que l'accès des nord-coréens à la technologie nucléaire soviétique. Mais l'effondrement de l'URSS en 1991 et la chute des régimes communistes, voire leurs options « capitalistes »(Chine), ont contribué à isoler le régime de Pyongyang sur le plan économique.

#### **1321. Une agriculture particulièrement déficiente.**

Pour l'agriculture, le principal problème est le manque de sol arable qui a été en

partie réglé par la poldérisation de 300 000 hectares, ouverts en rizières sur la côte occidentale. Les terres irrigables ont accueilli l'élevage bovin et les cultures fruitières. La pêche, très largement développé par les japonais, est favorisée par la multiplication planctonique que permet la rencontre des courants froids et chauds.

La superficie des terres cultivées est de 2,1 millions d'hectares en 1987 dont 12% appartiennent aux fermes d'Etat et le reste est partagé par 3843 coopératives agricoles. Le climat est rude. La production agricole n'est plus suffisante à cause du manque d'engrais chimique et de fréquentes inondations. La quantité de céréales manquantes est estimée à 2 millions de tonnes par an. Les famines ont obligé les autorités à réduire la ration de riz, de 600 grammes par jour pour un homme en 1985 à 450 grammes en 1992, puis à 300 grammes en 1997. Cette situation dramatique perdure et la Corée du Nord est toujours en proie à une famine très importante qui a déjà coûté la vie à plus d'un million d'habitants malgré l'aide de la communauté internationale.

### **1322. La faillite de l'outil industriel.**

Concernant l'industrie, les trois premiers plans ont permis de rétablir les installations au détriment des produits de consommation. Métallurgie et chimie lourde ont été distribuées en neuf zones- Pyongyang, Hamhung, Kimchaek, Sinuiju, Haeju, Chongjin, Chongchon, Kanggye, Wonsan- gérées directement par l'état tandis que les industries légères sont décentralisées et s'appuient sur les ressources régionales.

Les principes de « djoutché » (« agir en maître de son destin ») implique une indépendance absolue dans la poursuite de la croissance. Mais la Corée du nord doit faire appel aux matières premières, aux capitaux et aux technologies de l'étranger. Jusqu'aux années 1970, le pays ne s'adressa qu'à la Chine et à l'URSS. Depuis, il s'est tourné vers le Japon, même si aucune relations diplomatiques n'existaient.

Les échanges nord-coréens, minimes par rapport à ceux du sud, intéressent aussi des nations du sud-est asiatique, du proche orient, d'Afrique et de l'Europe occidentale. Les nord-coréens achètent des outillages de précision et du savoir-faire. Ils vendent essentiellement des métaux, du ciment et de l'acier. En outre, les crises pétrolières ont fortement touché l'économie qui est confrontée à de grandes difficulté énergétique.

Ces carences traduisent l'état délabré de l'économie nord-coréenne : installations vieillies et obsolètes, manque de technologies de pointe, centralisation excessive de la gestion et forte ponction du budget en faveur de l'appareil militaire (un quart du PIB).

Le seul secteur de pointe de l'appareil industriel reste la technologie nucléaire et cet aspect sera développé en seconde partie.

La Corée du Nord souffre des conséquences de son isolement international et de la pénurie alimentaire. Ainsi, la quantité de pétrole fournie par la Russie fut diminuée de moitié, passant de 800 000 tonnes en 1987 à 400 000 en 1990. Aujourd'hui les usines obsolètes tournent au dessous de 30% de leur capacité, faute d'énergie.

### **1323. La Corée du Nord, Etat mafieux.**

Face à la défection de ses alliés traditionnels, la RPDC cherche donc de nouveaux appuis. Dès avant son admission à l'ONU, elle accueille en 1989 et 1990 des missions du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). L'objectif est de favoriser l'ouverture de la Corée du Nord aux investissements étrangers mais les résultats demeurent modestes. La création en décembre 1991 d'une « première zone économique et commerciale libre » dans la région de Rajin-Sonbong, à l'extrémité nord-est du pays, n'est pas un succès car les investissements réalisés dépassent à peine 20 millions de dollars alors que 4,2 milliards de dollars étaient initialement prévus. Cette ouverture est donc très limitée et ce sont principalement les sud-coréens et les chinois qui ont répondu favorablement. En effet, la RPDC ne représente pas encore un environnement favorable pour les investisseurs en raison du cadre législatif et réglementaire trop précaire et trop contraignant. En outre, l'image déplorable de la RPDC sur la scène internationale n'invite guère les investisseurs étrangers à se lancer dans de grandes opérations !

De plus, la Corée du Nord est fortement soupçonnée de se livrer au plus haut niveau à des activités condamnables comme la contrebande, la fausse monnaie et des trafics en tous genres dont celui des produits stupéfiants.

La longue frontière avec la Chine serait ainsi l'objet d'une intense activité de contrebande et de trafic avec les provinces chinoises limitrophes de Jilin, Liaoning et Heilongjiang où se trouve une forte minorité coréenne.

D'autre part, des officiels nord-coréens sont impliqués dans de nombreux trafics (contrebande de cigarettes, recels et trafics d'objets d'art...) et des sources dissidentes affirment que la RPDC se livrerait à la fabrication de fausse monnaie à une échelle semi-industrielle.

Enfin, les dignitaires du régime, et en premier lieu Kim Il Sung, possèdent des fortunes personnelles colossales ainsi que des biens mobiliers et immobiliers très importants à l'étranger et notamment en Amérique du Sud, alors que leur pays est économiquement ruiné et la population affamée.

### **133. Statistiques : le fossé se creuse entre les deux Corée.**

Le Revenu National Brut (RNB) de la Corée du Sud a atteint 455,2 milliards de dollars en 2000, marquant une progression de 13,6% tandis que celui de la Corée du Nord s'élevait à 16,8 milliards de dollars, n'augmentant ainsi que de 6,3% au cours de la même année.

Si en 1998 le revenu moyen affiché par la Corée du Sud était 24,8 fois plus élevé que celui de la Corée du Nord, cet écart s'est à nouveau creusé : en l'an 2000, le revenu moyen du Sud était 27,1 fois supérieur à celui du Nord.

Ainsi les exportations sud-coréennes ont atteint 172,2 milliards de dollars en 2000, tandis que les importations totalisaient 161 milliards de dollars, soit un excédent de 11,79 milliards de dollars de la balance commerciale.

En revanche, les exportations nord-coréennes s'élèvent tout juste à 560 millions de dollars au cours de la même année, les importations atteignant pour leur part 1,41 milliard de dollars. En conséquence, la Corée du Nord accuse en 2000 un déficit de sa balance commerciale de 850 millions de dollars.

Par ailleurs, le sud a produit 472 fois plus de véhicules que son voisin du nord au cours de cette même année. La production totale de la Corée du sud, deuxième constructeur automobile d'Asie derrière le Japon, atteint 3 115 000 unités, tandis que 6600 véhicules sont sortis des usines nord-coréennes.

Le pétrole constituait la principale source d'énergie des sud-coréens. En 2000, le rapport de dépendance atteint 52% tandis que les nord-coréens dépendent du charbon à hauteur de 71,7% de leur consommation totale d'énergie.

## **TITRE II . Les perspectives de réunification de la péninsule.**

### **21. La menace nucléaire de la Corée du Nord.**

Dès 1985, le Nord était soupçonner d'abriter, à Yongbyon, à 90 kilomètres au nord de Pyongyang, des installations destinées à fabriquer la bombe atomique. Cette affaire, connue depuis 1987, rebondit en 1991. Afin de dénucléariser la péninsule, le sud accepta le retrait des armes nucléaires américaines, lequel s'est discrètement achevé le 18 décembre 1991. Le 31, les deux parties parvinrent à un accord de dénucléarisation. En outre, le Nord signa, en janvier 1992, un accord sur l'inspection de ses installations par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

Probablement détentrice de l'arme nucléaire, la Corée du Nord refusa aux inspecteurs de l'AIEA, la visite des sites suspectés et menaça de se retirer du traité de non-prolifération (TNP) nucléaire qu'elle avait ratifié en 1985. Cette question empoisonna les relations du pays avec les Etats-Unis.

Washington et Pyongyang sont parvenus après de multiples péripéties, le 21 octobre 1994, à un accord qui prévoit le gel du programme en échange de la fourniture de pétrole et de deux centrales nucléaires civiles. A cet effet, il a été créé, en mars 1995, la KEDO (Korean peninsular Energy Development Organisation), organisme chargé d'exécuter l'accord de 1994 dont 70% du financement est assuré par Séoul ( contribution estimée à 4,6 milliards de dollars). La KEDO a inauguré le début des travaux de construction d'une centrale nucléaire civile à Kumho dans la province du Hamkyong du sud en Corée du Nord, le 19 août 1997, en présence de délégations des pays concernés (Corée du sud, Etats-Unis et Japon). Le maître d'œuvre de la construction est Korea Electric Power Co. Toutefois, Pyongyang ne renonce pas à perfectionner ses systèmes d'armement et demeure une menace bien réelle.

## **211. L'accord-cadre de 1994: à l'origine, une victoire nord-coréenne.**

L'accord cadre qui régla la phase ouverte de la crise fut sans conteste un texte répondant aux aspirations de Pyongyang car il reprend pratiquement mot pour mot une proposition nord-coréenne d'août 1993 qui n'avait pas à cette époque été prise en compte

par une administration américaine déterminée à mettre en œuvre sa stratégie exclusivement punitive.

### **2111. Les engagements de la Corée du Nord.**

La RPDC s'engagea à geler son réacteur de 5 MW et à démanteler son programme avant 2003, l'AIEA étant autorisé à constater le gel du programme mais sans autre prérogative (aucune inspection), la RPDC s'engagea en outre à rechercher une méthode pour stocker et sécuriser le combustible irradié déchargé du réacteur.

Sur le plan politique, la RPDC s'engagea à demeurer dans le TNP et à favoriser la mise en œuvre de la déclaration de dénucléarisation par le biais de la relance Nord-Sud.

### **2112. Les engagements des Etats-Unis.**

Outre la fourniture par le consortium international KEDO de réacteurs à eau légère, moins proliférant que ceux de la filière « graphite-gaz », Washington s'engagea à livrer à Pyongyang 500 000 tonnes de pétrole par an jusqu'à l'achèvement de la première centrale à eau pressurisée pour pallier la perte d'énergie due à l'arrêt du réacteur de 5 MW. La normalisation des relations économiques et diplomatiques entre la RPDC et les Etats-Unis fut envisagée.

Enfin, la plus grande victoire de la RPDC résida dans le moratoire sur les inspections de l'AIEA « pour une durée de cinq ans environ » et dans l'absence d'un calendrier strict des opérations à mener.

### **212. Le bilan décevant de l'accord-cadre.**

Le président Kim Dae-Jong n'a pas été aidé par le changement d'administration à Washington. Le dialogue entre les Etats-Unis et la RPDC a repris, mais il piétine.

Pyongyang a néanmoins réitéré sa volonté d'honorer son engagement de suspendre les essais de missiles balistiques jusqu'en 2003 (sans toutefois renoncer à les exporter) et de « geler » son programme nucléaire. Sur ce point, Pyongyang a tout lieu de se sentir quelque peu « floué » : la construction des centrales à eau légère fournies par le consortium international (KEDO) en échange de la suspension de son programme nucléaire a pris un sérieux retard. Selon l'accord de 1994 entre Pyongyang et Washington, les réacteurs auraient dû entrer en fonction en 2003, mais la première livraison de réacteur n'interviendra qu'en 2008.

La politique de la « main tendue » du président Kim Dae Jung se veut flexible : elle a pour principe la réciprocité, mais elle n'en fait pas une condition sine qua non. Le Nord a fait des concessions importantes selon Séoul : par exemple, en acceptant d'entamer un rapprochement sans exiger préalablement le retrait des troupes américaines au Sud. L'administration Bush pratique plutôt vis à vis de la RPDC la politique du « donnant - donnant ».

Deux approches difficilement conciliables dont Pyongyang joue avec habileté. Ce jeu a cependant des limites : le régime nord-coréen a pour l'instant, à Séoul, un interlocuteur d'extrême bonne volonté en la personne de Kim Dae Jung. En lui tenant la dragée haute, il l'affaiblit auprès d'une opinion malmenée par les difficultés économiques et sert les intérêts de l'opposition qui, manœuvrant en vue de l'élection présidentielle de 2002, critique sa politique comme étant un jeu de dupes.

De son côté, la nouvelle administration Bush considère que la RPDC n'a pas respecté l'accord de 1994 et a annoncé une révision approfondie de la politique que les Etats-Unis adoptent à l'égard de la Corée du Nord. En effet, des responsables américains de la défense ont exprimé leurs inquiétudes au sujet de la poursuite de l'acquisition d'armes par la Corée du Nord et du renforcement de son dispositif militaire qui auraient été facilités par l'aide accordée par les gouvernements occidentaux et la communauté internationale dans son ensemble. A l'issue d'une réunion entre le président Bush et le président sud-coréen Kim Dae Young en mars 2001, le secrétaire d'Etat Colin Powell a déclaré que les Etats-Unis n'envisageaient pas de reprendre d'ici peu les négociations sur l'annulation du programme de missiles mis en œuvre par la Corée du Nord. Cependant, le président Bush a annoncé, en juin 2001, qu'il était prêt à reprendre les discussions et, pendant sa visite de juillet 2001 en Corée du Sud, le secrétaire d'Etat Colin Powell a déclaré que les Etats-Unis étaient favorables à la reprise des discussions dès que

la Corée du Nord le souhaiterait. Précédemment, en mai 2001, une délégation de l'Union Européenne s'était rendue en Corée du Nord et avait réussi à obtenir l'engagement que le gouvernement maintiendrait un moratoire sur les essais de missiles jusqu'en 2003. Robert Galluci, ancien négociateur en chef américain de l'accord-cadre, a suggéré au début de cette année que celui-ci devait être révisé de manière à fournir des installations conventionnelles aux nord-coréens plutôt que des installations nucléaires.

Concernant Kim Dae Jung, il souhaite poursuivre sa politique de rapprochement avec la Corée du Nord malgré les critiques qui se font entendre dans son pays sur un prétendu manque de réciprocité de la part du Nord.

### **213. Les missiles nord-coréens.**

Figurant sur la liste noire des américains comme pays proliférateur dans le domaine nucléaire, la RPDC développe depuis une vingtaine d'années un programme de missiles qui génère aujourd'hui un risque majeur sur le plan de la sécurité internationale.

#### **2131. Les missiles SCUD.**

Les premiers SCUD B arrivés en Corée du Nord semblent être venus d'Égypte vers 1980. C'est un missile à courte portée soviétique, remontant aux années 50 qui peut lancer une charge d'une tonne à 300 kilomètres.

Les nord-coréens augmentèrent ces performances et fabriquèrent dès 1984 le SCUD B modèle B avec une portée de 320 à 340 kilomètres. Cette version fut produite en masse à partir de 1987 et employée par l'Iran contre l'Irak.

En 1991, les nord-coréens mirent au point le SCUD B modèle C ou SCUD C qui lance 500 kilos à 550 kilomètres ou 700-800 kilos à 500 kilomètres.

La Corée du Nord posséderait maintenant 500 à 700 SCUD et en fabriquerait 100 par an, dont 40 à 50 pour l'exportation. Durant le premier semestre 2000, les Israéliens rapportèrent que la Corée du Nord développerait avec la Syrie le SCUD D, portant à 700 kilomètres une charge de l'ordre de 400 kilos.

#### **2132. Les missiles NODONG.**

Testé en 1993, le Nodong ou Rodong (travail en coréen) a une portée de 1000 kilomètres avec une tonne de charge utile ( 1300 kilomètres pour une charge de 700 kilos). Une version améliorée (Nodong 2) lancerait une charge d'une tonne à 1500 kilomètres.

### **2133. Les missiles à longue portée et lanceurs spatiaux : TAEPODONG.**

C'est en 1994 que les américains ont vu deux maquettes de missiles bi-étages à Taepodong (ville au nord-ouest de la RPDC). Ces deux engins, développés en parallèle, furent baptisés, pour le plus petit, Taepodong I et pour le plus gros Taepodong II.

#### **Taepodong 1.**

Le 31 août 1998, un Taepodong I, a été lancé de Cap Musudan. Le tir a eu lieu sans préavis dans des zones aériennes et navales fréquentées. En cas de panne, le deuxième étage serait tombé en plein Japon. Mais les protestations japonaises qui s'en suivirent s'expliquent plus par l'inquiétude suscitée dans l'opinion par ce lancement, qui prouve que le Japon est à portée de tir de la RPDC. Le 14 septembre, un communiqué expliqua qu'il s'agissait du lancement d'un satellite, un troisième étage portant l'engin sur orbite. Par la suite furent envoyées à la presse des photos du lancement et une animation montrant le satellite (baptisé Kwangmyongsong 1 ou « petite étoile étincelante »). La mise à feu du troisième étage a ainsi pu être observée. En septembre 1999, à la conférence UNISPACE III, le délégué nord-coréen a promis un nouveau lancement avec une expérience de télécommunications. Peu d'analystes avaient pensé avant ce tir que la Corée du Nord développerait un missile bi-étage aussi vite, le pays ayant, semble t-il, bénéficié de l'aide chinoise (livraison de pièces détachées) et de celle d'ingénieurs russes, notamment pour la séparation des étages et la rentrée atmosphérique. L'autre surprise fut la présence du troisième étage, totalement imprévue. Cependant, aucun observateur étranger n'a pu repérer le satellite. Le Pentagone considère aujourd'hui qu'un lancement de satellite était vraiment prévu et que le troisième étage serait tombé en panne, alors que les nord-coréens continuent d'affirmer que le lancement a réussi. On s'accorde souvent à donner au Taepodong 1, employé comme missile sans le troisième étage, une portée de 2000 kilomètres. Certains pensent qu'en configuration tri-étage, le Taepodong 1 pourrait lancer

une ogive militaire à 6000 kilomètres environ, mais elle serait limitée en charge (de l'ordre de 100 kilos) et la précision très approximative.

### **Taepodong 2 :**

Le développement du missile Taepodong 2 serait en cours et celui-ci aurait une portée pouvant aller jusqu'à 6000 kilomètres avec une charge utile de l'ordre d'une tonne.

### **2134. Les exportations de missiles de la Corée du Nord.**

La Corée du Nord est l'un des pays qui exporte le plus de missiles. C'est une source intéressante pour des états islamistes ou d'autres dictatures pour lesquels les pays occidentaux, russes et chinois ne vendent plus de matériels sensibles. On estime que depuis 1985, la RPDC a vendu 540 missiles (dont 50 Nodong) aux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord. Les exportations de missiles nord-coréens provoquent ainsi d'odéieuses courses aux armements et poussent les américains à réaliser une couverture anti-missiles qui cause des frictions avec Moscou et Pékin. Les principaux pays concernés sont l'Iran, le Pakistan, la Syrie, l'Egypte et la Lybie.

**L'Iran** a de longue date participé au financement des programmes en commandant des engins souvent payés en pétrole, source d'énergie qui manque à la RPDC. De plus, les Nord-coréens semblent tester leurs missiles dans le désert iranien. Ils auraient livré à l'Iran 200 à 300 SCUD B et 150 SCUD C, ceux-ci ayant été employés dans le conflit contre l'Irak. On pense que depuis peu, Téhéran disposerait de moyens de production leur permettant de construire, au moins en grande partie, ce type de missiles. L'Iran a récemment présenté le MRBM Shahab 3, frère jumeau du Nodong, et prépare de nouveaux missiles avec l'aide russe, chinoise et nord-coréenne. Enfin, l'Iran développerait de nouveaux missiles Shahab 4 et 5 en s'appuyant davantage sur la technologie russe, éprouvée, que sur l'aide nord-coréenne, politiquement sujette à caution et qui n'offre que des techniques rudimentaires.

**Le Pakistan**, qui doit tenir une course à l'armement face à l'Inde, recevait encore récemment l'aide nord-coréenne en attendant que ses propres missiles atteignent des capacités équivalentes. Le Ghauri I semble être un Nodong 2 tandis que le Ghauri II serait un Taepodong I. En contrepartie de la technique des missiles, le Pakistan apporterait à la Corée du Nord des données relatives au nucléaire.

Cette coopération permettrait donc au Pakistan de développer ses propres missiles (Shaheen I et II) dont les performances permettraient de lancer une charge d'une tonne à 750 kilomètres pour le Shaheen I et 2400 kilomètres pour le Shaheen II.

**La Syrie** a acheté à la RPDC de l'ordre de 80 SCUD B et C et en a testé un en 1996, fabriqué localement et vraisemblablement avec le concours nord-coréen. De même, le SCUD D est développé en partenariat avec la RPDC.

**L'Égypte** développe également avec la RPDC un missile (SCUD 100 ou projet T) qui porterait à 450 kilomètres une charge d'une tonne, ce qui laisse supposer qu'il serait voisin du SCUD D. Depuis quelque temps, on évoque aussi un dérivé égyptien du Nodong.

**La Lybie** serait également un bon client de la RPDC et aurait acheté des Nodong. Des installations communes seraient ainsi construites en Lybie, mais cette information est non vérifiée . On parle aussi de livraisons de SCUD D à ce pays.

Enfin, une usine de fabrication de SCUD serait construite **au Soudan** par l'Irak et la RPDC.

Pays proliférateur en matière de missiles nucléaires, la Corée du Nord propose d'abandonner ses exportations en échange d'une aide économique importante . Ceci était en partie l'objet de l'accord-cadre de 1994 mais ce marchandage est toujours d'actualité et constitue une donnée essentielle dans la volonté de réunification pacifique qui constitue un point majeur de la politique de la Corée du Sud.

## **22. La politique de la réunification.**

## **221. Les relations intercoréennes.**

Depuis l'armistice de Parmunjon, la question de la réunification de la péninsule coréenne constitue un enjeu majeur entre les deux Etats. Malgré la situation encore tendue voire conflictuelle de part et d'autre du 38° parallèle, la volonté de la RPDC de parvenir à une réunification par la force appartient aujourd'hui au passé. Les relations inter coréennes ont ainsi connu une lente évolution jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'actuel président sud-coréen qui prône la « sunshine policy », la politique de la main tendue.

En 1972 déjà, le président Park Chung-hee avait reçu à Séoul le vice-premier ministre du Nord Pak Chung-chol, et le président Kim Il-sung avait eu un entretien avec Yi Hu-rak, directeur du KCIA. Puis, Pyongyang et Séoul publièrent, le 4 juillet, un communiqué commun affirmant leur volonté de réunification. Un comité de coordination Nord-Sud fut créé par la suite. Jusqu'en 1977, il s'est réuni plusieurs fois avant de disparaître complètement.

C'est en 1989 que les deux parties reprisent les négociations sur une rencontre des premiers ministres. Elles parvinrent finalement à un accord en juillet 1990. Ainsi, lors de la première rencontre des pourparlers de haut niveau (5-7 septembre 1990), le premier ministre nord-coréen, Yon Hyong-muk, accompagné de 90 personnes, a franchi le 38° parallèle pour se rendre à Séoul ; c'était la première fois qu'une visite d'un tel niveau avait lieu depuis 1948. Yon fut reçu par le président sud-coréen Roh Tae-woo. La deuxième rencontre eut lieu à Pyongyang (20-24 octobre). A cette occasion, le premier ministre sud-coréen, Kang Yong-hun eut un entretien avec le président Kim Il-sung. Après la troisième rencontre à Séoul (12-15 décembre 1990), les pourparlers furent suspendus pendant un an.

Entre-temps, en mai 1991, il était clair que la Corée du Sud entrerait à l'ONU sans problème, la Chine ayant affirmé son intention de ne pas user de son droit de veto. La Corée du Nord décida alors de poser, elle aussi, sa candidature en renonçant à demander l'entrée commune des deux Corées (comme un seul pays) à l'ONU. Les deux Corées sont ainsi entrées simultanément à l'ONU le 17 septembre 1991.

Quant aux pourparlers de haut niveau, Pyongyang ajourna la quatrième rencontre prévue en août 1991 sous prétexte qu'il y avait un danger de contamination par les sud-coréens, quelques cas de choléra ayant été signalés à ce moment-là, mais, en réalité, dans l'attente de l'issue du coup d'état manqué à Moscou.

Les pourparlers furent repris pour la quatrième fois à Pyongyang avec le nouveau premier ministre sud-coréen Chong Won-shik (23-24 octobre 1991). C'est lors de la cinquième rencontre (12-13 décembre 1991) à Séoul que les deux premiers ministres ont abouti à un accord sur la réconciliation, la non-agression, la collaboration et les échanges entre le Nord et le Sud. Accord-cadre qualifié d'historique, le pacte stipule plusieurs points importants des relations entre les deux parties, mais il reste lettre morte.

Depuis, les contacts ont continué mais des incidents comme l'échouage d'un sous-marin nord-coréen dans les eaux sud-coréennes (18 septembre 1996) tendent à faire douter des intentions pacifistes de la Corée du Nord et ont porté un sérieux coup de frein aux projets d'implantation économique au Nord et de participation au KEDO.

La politique suivie par la Corée du Nord qui chercha à traiter directement avec les Etats-Unis et à resserrer ses liens avec le Japon suscite quelques inquiétudes en Corée du Sud. Celle-ci cherche ainsi à s'affirmer, à s'émanciper sur la scène internationale de la « tutelle américaine » et le poste obtenu comme membre non permanent au conseil de sécurité de l'ONU, la participation aux opérations de maintien de la paix dans le monde et l'entrée à l'OCDE illustrent cette ambition .

Dans le domaine humanitaire, les croix – rouges des deux Corée menaient depuis 1971 des négociations sur la question des familles séparées. Le 30 août 1972, les représentants de la Croix-Rouge du Sud se rendirent à Pyongyang. Les négociations se poursuivirent jusqu'en 1977 en vain. Toutefois, en 1984, le Nord accorda au Sud une aide alimentaire à la suite d'une inondation. Le Sud l'accepta uniquement pour garder le contact avec le Nord. Entre le 20 et le 23 septembre 1985, les croix – rouges des deux Corée organisèrent une visite simultanée des familles séparées à Séoul et à Pyongyang : la délégation, comprenant 151 membres, se composait d'une troupe d'artistes, de journalistes et d'une cinquantaine de membres des familles séparées pour chaque côté.

## **222. Le Sommet de Pyongyang.**

Kim Jong Il a très clairement réussi sa première apparition médiatisée à l'échelle mondiale à l'occasion du sommet historique de Pyongyang au mois de juin 2000. Souriant, chaleureux, plaisantant et visiblement à l'aise, le portrait tranche avec le tyran paranoïaque

souvent décrit. Quant aux résultats, ils peuvent sembler maigres, mais constituent surtout une première étape à l'établissement d'un climat de confiance entre les deux rivaux. Ainsi les représentants des deux croix – rouges coréennes ont organisé des retrouvailles entre des familles séparées, les hauts parleurs de propagande se sont tus de part et d'autre de la frontière et le Nord a annoncé qu'il abandonne officiellement de convertir le sud au communisme. Les résultats sont donc d'ordre symbolique mais autorisent un dialogue plus approfondi, ce qui était encore inconcevable avant le sommet.

Il reste qu'à l'annonce quelques jours plus tard d'un appel à l'aide internationale de 250 millions de dollars, on ne peut s'empêcher de penser que ce sommet historique préfigure un changement de tactique de la part de Pyongyang.

Du chantage à la menace nucléaire (civile ou militaire) au chantage à la paix, le résultat ne diffère pas ; la prolongation du plus totalitaire des régimes qui ait jamais existé. Assurément, cette visite a été un tournant : elle a fait passer les relations entre les deux Corées du registre de l'hostilité à celui de la réconciliation et de la coexistence entre deux pays en état de guerre depuis plus d'un demi-siècle. Mais le président Kim Dae Jung, artisan de ce rapprochement qui lui valut le prix Nobel, n'a pas pu maintenir la dynamique d'espoir amorcée après le sommet. L'euphorie –quelque peu prématurée il est vrai- est aujourd'hui retombée. Le président sud-coréen est en butte à de sévères critiques de l'opposition et d'une partie de l'opinion pour sa politique de « main tendue » en direction du Nord qui n'est guère payée en retour par Pyongyang. La Corée du Sud a créé un fond de coopération de 270 millions de dollars et déjà versé 500 millions de dollars d'aide à la Corée du nord.

En outre, les violations répétées des eaux territoriales du Sud par des navires du Nord, qui ont donné lieu en juin 2001 à des escarmouches, sont ressenties avec irritation par l'opinion sudiste.

Certes, il y a eu plus d'améliorations dans les rapports entre les deux Corées au cours des deux années écoulées qu'en un demi siècle. Des pas symboliques ont été franchis avec les retrouvailles de plus de trois mille personnes du Nord et du Sud qui ne s'étaient jamais revues depuis la partition de la péninsule et les premiers échanges de correspondance entre six cents personnes. Mais le problème de la réunion des familles séparées (près de dix millions de personnes sont concernées) et même des échanges de lettres entre les deux pays reste entier.

Des accords de coopération économique ont été passés, le montant des échanges a atteint

425 millions de dollars et deux grands projets ont été lancés : le rétablissement de la voie ferroviaire reliant Séoul à Sinuiju, au nord de la RPDC, via Pyongyang, et la création d'une zone industrielle à Kaesong, juste au nord de la zone démilitarisée qui sépare les deux pays à hauteur du 38° parallèle. Mais ces deux projets sont pour l'instant au point mort. Un autre, la fourniture d'électricité au Nord par le Sud, est également bloqué : cette fois, en raison des difficultés économiques du Sud et de l'opposition des Etats-Unis.

### **2221. Un sommet porteur d'espoirs...**

Le sommet intercoréen a agi de catalyseur pour les nations étrangères désireuses d'établir des relations diplomatiques avec la Corée du Nord en apaisant les tensions militaires dans la péninsule.

Le Nord a ainsi établi des liens avec 14 pays en 2000, normalisant ses relations avec pratiquement tous les membres de l'union européenne (sauf la France et l'Irlande). C'est avec l'union européenne - qui a envoyé ses principaux dirigeants à Pyongyang pour des rencontres au sommet avec le dirigeant Kim au début du mois de mai 2001 - que les liens les plus récents ont été formés.

Les Etats-Unis, allié intime de la Corée du Sud et ennemi de la Corée du Nord lors de la guerre froide, ont également joué un rôle pivot en créant après la tenue du sommet un climat inhabituel de détente sur la péninsule.

En effet, l'administration Clinton a appuyé la politique d'engagement vers le Nord, conduisant les deux pays à faire d'importants progrès sur la question des missiles de Pyongyang.

Les relations entre Washington et Pyongyang se sont alors améliorées à un tel point que M.Clinton avait envisagé de faire une visite exceptionnelle à Pyongyang durant les derniers jours de son mandat.

### **2222 ... vite déçus.**

Mais la ligne dure affichée par l'actuel président des Etats-Unis George W.Bush vis à vis du Nord depuis son entrée en fonction a gelé les relations entre les deux pays et interrompu le rapprochement inter-coréen.

Irrité par le scepticisme et les suspicions de M. Bush vis à vis de la Corée du Nord, Pyongyang a immédiatement arrêté le programme du dialogue inter-coréen au niveau intergouvernemental en mars 2001.

Il est à craindre que les perspectives de rapprochement avec la Corée du Nord ne continuent de s'assombrir, dans la mesure où l'on n'entrevoit pour l'heure aucun signe fort d'amélioration des rapports de Pyongyang avec Washington, ni avec Tokyo. Cependant, certains analystes n'excluent pas la possibilité que la Corée du Nord soit disposée à adopter une attitude plus positive dans le cadre de son dialogue avec la Corée du Sud, dans le souci de prévenir une dégradation plus profonde de ses relations avec les Etats-Unis et le Japon, qui demeurent essentielles si Pyongyang veut bénéficier de l'assistance internationale dont il a cruellement besoin.

« L'administration américaine devrait intensifier sa pression afin d'écartier toute menace potentielle d'armes biologiques et chimiques nord-coréennes, et de pouvoir procéder à l'inspection des équipements d'armement nucléaires de l'Etat communiste, que ce dernier s'est refusé à lui accorder », a déclaré Lee Hun Gyung, chercheur au Korea Institute for National Unification (KINU, institut coréen pour l'unification nationale).

Des responsables et des communiqués de presse américains ont récemment mis en garde la Corée du Nord contre le risque de se voir désigner comme l'une des cibles de la campagne anti-terroriste menée par les Etats-Unis. Le Nord continue de figurer sur la liste noire des pays finançant le terrorisme établie par Washington, en dépit de la signature par Pyongyang au mois de novembre 2001 de deux conventions de l'ONU en faveur de la lutte contre le terrorisme. Il est ainsi probable que les tensions persisteront, les chances étant minces que les deux pays réalisent des progrès notables dans leurs relations bilatérales. En outre, les rapports entre la Corée du Nord et le Japon se sont rapidement détériorés vers la fin de l'année dernière, décevant l'espoir formé par Séoul d'assister à des avancées dans les pourparlers engagés par Pyongyang et Tokyo en vue de la normalisation de leurs relations diplomatiques. En novembre dernier, la police japonaise a procédé à l'arrestation d'un haut responsable de l'ambassade de la Corée du Nord à Tokyo dans le cadre d'une affaire de détournement de fonds. En réaction, le Nord annonçait un mois plus tard sa décision de suspendre les procédures d'enquête portant sur la disparition de ressortissants nippons qui, selon Tokyo, auraient été enlevés par des agents nord-coréens.

Les tensions ont atteint leur paroxysme au mois de janvier 2002 lorsqu'une patrouille maritime japonaise a coulé un navire nord-coréen suspect ayant pénétré dans les eaux territoriales nippones. De l'avis de certains experts, il est à craindre que le dialogue inter-

coréen ne subisse les contrecoups de ces incidents. Mais, d'autres, plus optimistes, estiment que le Nord pourrait retourner à la table des négociations avec la Corée du Sud.

« Compte-tenu d'une dégradation profonde de ses rapports avec le Japon et les Etats-Unis, il est possible que la Corée du Nord choisisse une fois de plus de se tourner vers le Sud, et qu'elle tente de consolider ses relations avec la Russie et la Chine, dans le souci de ne pas aggraver son isolement international » a affirmé Koh Yu Hwan, professeur à l'université de Dongguk à Séoul.

A la fin du mois de janvier 2002, la Corée du Nord a fait part de sa volonté de reprendre le dialogue avec le Sud et de respecter l'ensemble des accords d'échanges passés par les deux Corées. Si l'on en croit un rapport rendu public récemment par l'Institute of Foreign Affairs and National Security (IFANS, Institut des affaires étrangères et de la sécurité nationale), la Corée du Nord pourrait proposer la tenue d'un deuxième sommet inter-coréen sur le site historique du mont Geumgang, situé sur son territoire, en lieu et place d'une visite de son dirigeant Kim Jong Il dans la capitale sud-coréenne .

### **23. L'incertitude du processus de réunification.**

Une poignée de main historique entre chefs d'Etats ennemis, les retrouvailles de familles séparées depuis 50 ans, un dialogue politique et une coopération économique établis, l'année 2000 aura marqué un tournant indéniable dans les relations entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Depuis la division de la péninsule, jamais la réconciliation n'aura été aussi proche, la réunification autant évoquée. Pourtant l'avenir du processus est incertain. La confiance reste à bâtir entre les deux Etats et l'attitude des grandes puissances sera déterminante.

#### **231. La politique de la main tendue.**

La rencontre entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il et le président sud-coréen Kim Dae-jung, le 13 juin 2000 à Pyongyang, fut le premier aboutissement de la politique de la main tendue menée par celui-ci depuis son entrée en fonction en 1998. Cette démarche reposait sur trois principes : ne tolérer aucune provocation militaire de la part du

Nord, ne pas menacer celui-ci et encourager la réconciliation. De longues négociations impliquant également les Etats-Unis et le Japon, des pourparlers entre officiels de haut niveau et une amorce de coopération commerciale et touristique ont permis le dégel entre deux Etats toujours officiellement en guerre.

Hautement symbolique, la visite de Kim Dae Jung de l'autre côté de la frontière la plus militarisée au monde a également produit quelques résultats politiques importants. Pour la première fois, Kim Jong-Il a accepté la présence des forces américaines dans la péninsule et le principe d'une réunification sur la base d'une formule «un pays, deux gouvernements, deux systèmes» proposée par Séoul. Les deux pays ont aussi décidé de rouvrir la voie ferrée qui traverse la zone démilitarisée, de construire une autoroute menant à un complexe industriel construit en commun, et de développer les échanges culturels et faciliter les investissements au Nord.

### **232. Les deux stratégies de Séoul et Washington.**

Les Etats-Unis ont voulu profiter de ce climat de détente pour régler avant la fin du mandat de Bill Clinton le problème qui les préoccupe le plus, à savoir le programme nucléaire nord-coréen et l'exportation de missiles vers des pays comme l'Iran, la Libye ou le Pakistan. Mais en traitant directement avec Kim Jong Il, notamment lors de la visite de Madeleine Albright à Pyongyang, fin octobre 2000, ils ont de fait relégué Séoul au second plan.

Face au Nord, Séoul et Washington ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Kim Dae Jung veut favoriser l'ouverture politique, économique et culturelle d'un pays reclus depuis plus de cinquante ans, pour prévenir toute volonté d'attaque militaire et préparer la réunification. Il est conscient que le rapprochement ne pourra pas intervenir avant vingt ou trente ans, du fait de la nature du régime à Pyongyang et des inégalités de développement. Il favorise donc une politique de petits pas basée sur la bonne volonté, avec à court terme le souci de préserver la population du Nord. Les Américains, en revanche, voient un enjeu principal, la pérennité et la sécurité des 37 000 soldats américains basés au Sud depuis la guerre, et une urgence, stopper les programmes militaires nord-coréens.

### **2321. Les exigences américaines.**

L'équipe Bush ne cache pas que le Nord, qui dispose du missile Taepodong I d'une portée de 2000 km, est le premier visé par le bouclier anti-missile qu'elle veut mettre en place. Alors que le président Clinton semblait prêt à accorder une aide contre l'arrêt des programmes d'armements, le nouveau président américain exigera d'abord un engagement précis. Lors de la visite de Kim Dae Jung à Washington, début mars, il a répété qu'il considérait Pyongyang comme «une menace». Il a écarté l'idée d'une reprise prochaine du dialogue et n'a pas fait mystère de ses doutes sur le bien-fondé de la «sunshine policy». Autour de son équipe, des voix s'élèvent même pour remettre en cause l'accord-cadre de Genève signé en 1994.

Les Etats-Unis exigent un retrait des forces nord-coréennes déployées le long de la zone démilitarisée, une réduction de l'armement conventionnel et des mesures claires pour les armes de destruction massive. Cette intransigeance peut être efficace mais elle demande un sens diplomatique très affiné. Et alors qu'un accord entre les Etats-Unis et la Corée du Nord ne renforcerait pas forcément le processus de réconciliation entre Séoul et Pyongyang, un regain de tension entre l'administration Bush et le régime communiste conduirait sans aucun doute à un arrêt de ce processus. L'avenir de la «sunshine policy» se joue donc en partie à Washington.

### **2322. La position sud-coréenne.**

La récente tournée de George W. Bush en Extrême-Orient laisse planer bien des incertitudes sur l'avenir de la péninsule coréenne. Mais elle pourrait aussi donner une nouvelle marge de manœuvre au président sud-coréen, dont le mandat expire dans moins

d'un an. Le rejet par la Corée du Nord de l'offre de dialogue du chef de la Maison Blanche-qualifié de « gamin politiquement attardé »- fait du Sud le seul partenaire avec lequel le régime communiste peut essayer de faire retomber la pression provoquée par le raidissement américain à son égard .

La modération verbale du président américain a soulagé les sud-coréens : inquiets de l'inclusion de Pyongyang dans « l'axe du mal », ils craignaient des propos incendiaires de M.Bush à Séoul. Ses assurances selon lesquelles il n'entendait pas attaquer le Nord, réitérées à Pékin, où il a déclaré que « tous les théâtres de lutte contre le terrorisme n'appellent pas nécessairement une solution de force », ont fait les gros titres de la presse de Séoul. Une opération militaire dans la péninsule est jugée inacceptable par les sud-coréens qui considèrent que la Corée du Nord ne peut être comparée à l'Afghanistan car les dommages collatéraux seraient désastreux pour l'ensemble de la région. La Corée du Nord n'a aucune chance de gagner une guerre mais, avant sa défaite, la région de Séoul où vit un tiers de la population du Sud pourrait être réduite en cendres .

Kim Dae Jung espère que George W.Bush a compris le message mais ce dernier n'a pas pour autant changé d'opinion sur le régime du Nord, qu'il a qualifié de « despotique » et « affamant » sa population. Une telle dissociation entre un régime et un peuple est peut être réaliste et fait mouche sur l'opinion américaine mais elle gêne la politique de « la main tendue » prônée par le dirigeant sud-coréen, d'autant plus que les Etats-Unis se disent prêts dans le même temps au dialogue.

Posée en de tels termes, cette proposition de reprise de dialogue n'a guère de chance d'aboutir dans l'immédiat. Peut-elle en revanche redonner vie à la « sunshine policy » de Kim Dae Jung ? Cette politique d'ouverture en direction du Nord qui lui a valu le prix Nobel de la paix est à bout de souffle. Depuis un an, le président sud-coréen a tout lieu d'être amer. Il est bloqué sur tous les fronts : désavoué par M.Bush à peine celui-ci arrivé au pouvoir, il est accusé de « naïveté » par ses adversaires à Séoul qui tirent argument de la non-réponse de Pyongyang à ses avances. La balle est désormais dans le camp du Nord. Mais ce dernier a conscience que sa seule carte reste la reprise rapide du dialogue Nord-Sud parce que d'une part les Etats-Unis haussent le ton et que d'autre part le Nord risque de ne plus trouver après les prochaines élections présidentielles du Sud un interlocuteur aussi bien disposé que Kim Dae Jung.

### **233. L'attitude versatile de la Corée du Nord.**

Le problème majeur de George W. Bush comme de Kim Dae-jung demeure l'incertitude concernant les intentions de Kim Jong Il. Souhaite-t-il vraiment une réconciliation avec le Sud ? Jusqu'où est-il disposé à aller ? Le «Cher leader» avance prudemment et calcule chacun de ses pas selon un but intangible, son maintien au pouvoir. Mais l'ouverture au monde est-elle compatible avec la pérennité d'un régime fondé sur «le juche», idéologie de l'autosuffisance ?

Dans un pays qui compte plus d'un million de soldats, le soutien de l'armée est indispensable. Tant que celle-ci ne se sentira pas menacée, Kim Jong Il fera preuve d'une certaine bonne volonté, car l'avenir du régime passe actuellement par le développement économique. Déstabilisée par la famine et les pénuries d'énergie, la Corée du Nord risque l'effondrement. Le tout, pour Pyongyang, consiste à profiter de l'aide humanitaire et capitaliste sans céder le pouvoir, ce qui passe par une limitation des contacts entre la population et l'extérieur pour éviter les vellétés d'exode et les revendications politiques et sociales. La visite surprise de Kim Jong Il à Shanghai, fin janvier 2001, démontre bien l'attrait d'un modèle chinois alliant à la fois le développement économique et le maintien du parti unique.

### **2331. Le chantage du faible.**

Du milieu des années 1990 à la fin de l'administration Clinton, Pyongyang a manœuvré habilement, menant parallèlement le dialogue avec Washington et avec Séoul. Cette stratégie a porté des fruits : réduction de la tension avec le début de la réconciliation Nord-Sud, accord sur le gel du programme nucléaire en échange de la fourniture de

centrales à eau légère (dont l'énergie ne peut être détournée à des fins militaires) par le consortium international KEDO, moratoire jusqu'en 2003 sur les tests de missiles. Une négociation était d'autre part en cours avec Washington en vue d'une compensation financière à l'exportation de ces fusées. L'arrivée de l'administration Bush, qui a brutalement refermé la porte entrouverte a tétanisé Pyongyang qui a commis l'erreur de ne pas se tourner davantage vers le Sud.

Cette froideur à l'égard de Séoul avait des raisons car Pyongyang s'est senti trahi par Kim Dae Jung. En effet, malgré les engagements pris lors du sommet inter-coréen de juin 2000, le Nord continue de figurer dans le livre Blanc de la Défense du Sud, comme le « principal ennemi ». En outre, la promesse de Kim Dae Jung concernant la fourniture d'énergie électrique n'a pas été tenue en raison du veto de Washington qui a invoqué les risques pour la sécurité mais qui craint surtout de perdre un moyen de pression sur Pyongyang. Les travaux de construction des centrales à eau légère étant retardés-sans compensation en livraison d'énergie- Kim Jong Il s'est donc senti floué. Aujourd'hui, il n'a guère d'autre choix que de reprendre le dialogue avec Séoul.

La Corée du Nord vient de célébrer en grande pompe le 60<sup>ème</sup> anniversaire de Kim Jong Il. Mais, excepté la survie du régime, elle n'a pas grand chose à fêter. En faillite économique, frappé depuis huit ans par la famine, le régime est dépendant de l'aide internationale. Pour survivre, ce régime ne peut que monnayer la menace qu'il représente et sans laquelle il ne compterait pas plus qu'un quelconque pays du tiers monde au drame ignoré du reste de la communauté internationale.

Mais, face aux Etats-Unis qui pensent que leur victoire en Afghanistan est la démonstration que leur politique unilatérale paie, cette attitude de chantage du faible au fort est devenue beaucoup plus difficile. La Maison Blanche est résolue à empêcher le Nord d'exporter ses missiles et elle peut dorénavant le couper de ses principaux marchés. Au Pakistan, redevenu allié des Etats-Unis, cela est chose faite. Dans le cas du Proche-Orient, Washington peut, directement ou par alliés interposés, arraisonner en haute mer les navires transportant ces armes. L'assistance internationale risque enfin d'être affectée par ce raidissement américain au moment où le Programme Alimentaire Mondial (PAM)- qui nourrit 6,4 des 22 millions de nord-coréens- vient de lancer un nouvel appel urgent à l'aide .

## **234. La position de la Chine.**

Parrain politique et soutien financier de la première dynastie communiste au monde, la Chine trouverait un intérêt à une baisse de la tension dans la région. La présence militaire américaine perdrait sa principale justification et le bouclier anti-missile un argument de poids. Mais une Corée du Nord déstabilisée exposerait ses régions frontalières à un exode massif de réfugiés, jusqu'à présent indésirables. De même, une péninsule réunifiée modifierait à son désavantage l'équilibre régional, en créant à sa porte une puissance politique alliée aux Etats-Unis et un centre économique à fort potentiel.

Le point central de la politique étrangère chinoise est Taiwan, mais le maintien en vie d'un régime ami est aussi important dans une péninsule qui a historiquement été le théâtre d'une lutte d'influence avec le Japon. Dans les mois qui viennent, Pékin devrait donc favoriser une certaine ouverture de la Corée du Nord, tout en la soutenant face aux exigences américaines dans un contexte de dépenses militaires accrues et de tension liée au projet de bouclier anti-missile. D'autant que Jiang Zemin, qui cherchera en 2002 le renouvellement de son mandat à la tête de la République populaire, ne fera rien pour contrarier la faction la plus nationaliste du Parti.

Allié de Pyongyang, Pékin peut enfin être agacé par son turbulent voisin. La Chine ne veut pas d'un effondrement du Nord et d'une réunification à chaud par le Sud qui signifierait la présence des forces américaines à sa frontière. Mais elle peut souhaiter un régime moins rigide à Pyongyang. La survie de la République populaire démocratique de Corée comme tampon avec la Corée du Sud pourrait devenir plus importante pour elle que celle du régime de Kim Jong Il, s'il reste inflexible.

## **235. La position des autres puissances régionales.**

### **2351. Le Japon.**

Ancienne puissance coloniale de la péninsule, Tokyo œuvre à la détente aux côtés des Sud-coréens et des Américains, mais joue un rôle discret du fait de son faible poids politique hérité de la défaite de 1945 et du mauvais souvenir laissé par sa présence. Le Japon participe à l'aide humanitaire, mais n'envisage pas d'un bon œil la perspective de mettre sa «diplomatie du portefeuille» au service de l'émergence d'une puissance économique concurrente.

### **2352. La Russie.**

Quant à la Russie, qui partage une frontière avec la Corée du Nord, elle s'est brusquement imposée dans le jeu diplomatique. Lors d'une visite à Pyongyang à la fin de l'été 2000, Vladimir Poutine s'est fait le porte-parole de Kim Jong Il, appuyant sa demande d'une aide au développement d'un satellite contre l'abandon de son programme balistique militaire. Surtout, venu à Séoul fin février, le président russe a recueilli les réserves de Kim Dae-jung sur le bouclier anti-missile. Fort de ses liens avec la Corée du Nord, Moscou se place donc en nouveau parrain du dialogue et en concurrent direct des Etats-Unis dans la région.

### **236. Quel avenir pour la politique de Kim Dae-jung ?**

Lauréat du prix Nobel de la paix pour le grand tournant qu'il a initié, le président sud-coréen cherche un nouveau souffle. Sa politique audacieuse, bien accueillie quand elle produit des résultats comme la réunification des familles, demeure risquée dans un pays qui a fondé son identité sur la lutte contre le frère ennemi communiste. Il est très critiqué par l'opposition et une partie de la presse de son pays, qui lui reprochent d'avoir trop cédé sans rien obtenir de probant en retour. Les armées nordistes sont toujours en place le long du 38e parallèle, les organisations humanitaires ne sont toujours pas autorisées à accéder librement aux populations affamées et les discussions entre les deux pays restent entièrement soumises au bon vouloir de Kim Jong Il.

Le dictateur a su mettre à profit les visites de Kim Dae Jung et de Madeleine Albright pour donner au monde l'image d'un dirigeant débonnaire et souriant, tout en expliquant à son peuple que les dirigeants ennemis venaient reconnaître sa puissance. Il serait donc vain, pointent les critiques, d'attendre un geste de sa part après lui avoir permis de redorer son image, renforcer son pouvoir et obtenir de l'aide.

Kim Dae Jung doit donc tenter d'assouplir la position des Etats-Unis. Mais avant tout, il compte sur la visite à Séoul de Kim Jong Il, qui devrait avoir lieu à la fin du printemps, pour récolter les premiers fruits de sa " sunshine policy ". Une nouvelle étape est impérative, sous peine de voir les espoirs de l'année 2000 s'envoler, et la réunification s'éloigner.

## **CONCLUSION**

L'histoire de la péninsule coréenne a encore aujourd'hui des prolongements qui se concrétisent notamment par l'implantation d'une importante minorité à l'Est de la Chine, au delà des frontières actuelles de la Corée du Nord. En outre, l'implantation de la péninsule au carrefour des trois grandes puissances régionales que sont la Chine, la Russie

et le Japon a généré depuis le XIII<sup>ème</sup> siècle des convoitises territoriales et s'est traduit par de longues périodes de domination . A l'issue de la seconde guerre mondiale, la défaite japonaise pouvait enfin permettre à la péninsule coréenne de retrouver son indépendance mais la partition, entre le Nord sous influence soviétique et le Sud sous influence américaine, a ruiné cette perspective. L'armistice de Panmunjon en 1953 mit fin à une guerre de trois années particulièrement meurtrière entre le Nord et le Sud, ce conflit ayant impliqué les forces des Nations Unies et la Chine. Dès lors, les deux Etats se firent face de part et d'autre du 38<sup>ème</sup> parallèle et la question de la réunification constitue un enjeu majeur sur le plan géopolitique.

La RPDC est aujourd'hui en situation de faillite économique et connaît depuis huit années une importante famine qui a déjà causé plus d'un million de morts. Face à son voisin du Sud qui est devenu un géant économique malgré la crise financière de 1997, la Corée du Nord maintient son régime stalinien par une stratégie de marchandage qu'elle entretient avec la menace que constitue ses installations et ses missiles nucléaires. La politique de la main tendue prônée par l'actuel président sud-coréen et qui vise à réunifier pacifiquement la péninsule a, malgré les critiques de « naïveté » de la part de ses adversaires à Séoul, obtenu des résultats positifs dont le plus spectaculaire a été le sommet de Pyongyang au mois de juin 2000. Toutefois, ces derniers mois ont montré que la reconstitution d'une seule Corée n'est pas du ressort des seuls Etats coréens. Cette réunification est en effet étroitement dépendante de la volonté des Etats-Unis, de la Chine et du Japon qui considèrent aujourd'hui cette ambition comme une source importante de rivalités sur le plan économique, politique et stratégique.

Le processus de rapprochement inter coréen n'est donc pas prêt d'aboutir d'ici peu mais le succès relatif de la politique de la main tendue, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, demande un changement de stratégie. Celle-ci devrait certainement évoluer après les prochaines élections présidentielles de la fin de l'année, vers un souci d'une plus grande fermeté vis à vis de Pyongyang en lui imposant des gestes concrets au delà des simples déclarations d'intention. De son côté, Pyongyang doit comprendre que sa survie dépend de sa coopération avec Séoul dans la mise en place d'une confédération d'états avant de parvenir à terme à la réunification.

L'année 2002 peut ainsi être l'année de la Corée, avec d'une part l'élection d'un nouveau président au Sud et d'autre part la co-organisation avec le Japon de la phase finale de la coupe du monde de football, la plus médiatique manifestation sportive internationale.

Les sud-coréens espèrent faire de cette grande fête du football une occasion unique de rehausser leur image sur la scène internationale et de consolider leur économie nationale. Selon les premières estimations, plus de 400 000 visiteurs étrangers sont attendus en Corée à l'occasion des différents matchs de la compétition. Par ailleurs, le Korea Development Institute (KDI, Institut coréen pour le développement) prévoit que l'organisation de la coupe du monde permettra à la Corée de dégager près de 9 milliards de dollars et de créer 350 000 nouveaux emplois.

D'autre part, une organisation réussie de cet événement sportif devrait fortement contribuer à l'amélioration de ses relations avec le Japon, l'ancienne nation colonisatrice de la Corée et co-organisateur de la compétition qui se déroulera pour la première fois en Asie. L'an dernier, les rapports entre la Corée et le Japon s'étaient profondément détériorés à la suite de la vague de polémiques provoquée par la publication au Japon de manuels scolaires d'histoire controversés et la visite effectuée par le premier ministre nippon au sanctuaire de Yasukuni. Depuis, l'espoir d'une réconciliation possible s'est fait jour à la fin du mois de janvier 2002 lorsque l'empereur Akihito a publiquement reconnu l'existence d'un lien de parenté entre la famille royale du Japon et un ancien roi coréen.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES EN FRANÇAIS**

•BIDET Eric, *La Corée : deux systèmes, un pays*.  
Le Monde poche Marabout, Paris 1999

## **ARTICLES DE REVUES EN FRANCAIS**

- GEOPOLITIQUE n°56, Revue de l'Institut International de Géopolitique, Hiver 1996-1997
- Courrier International, d'octobre 2001 à mars 2002
- Le Courrier de la Corée, bimensuel d'octobre 2001 à mars 2002

## **SOURCES ELECTRONIQUES**

- Tous les sites en langue française, concernant « relations géopolitiques de la Corée » avec moteur de recherche « google » ont été consultés

## **ARTICLES DE PRESSE FRANCAISE**

« La Corée du Sud à l'heure du FMI » ILARIA MARIA SALA  
Le Monde Diplomatique, juillet 1998

« Derrière la façade du régime de Pyongyang » HARRISON Selig  
Le Monde Diplomatique, septembre 1998

« Famine et chantage nucléaire en Corée du Nord » PONS Philippe  
Le Monde, 14/15 mars 1999

« Washington, Séoul, Tokyo et Pékin au cœur de l'équation stratégique » PONS Philippe  
Le Monde, 14/15 mars 1999

« Quatre leçons d'une demi-guerre » DELPECH Thérèse  
Le Monde, 26 mai 1999

« Pas de cadeau à la Corée du Nord ! » Boo Hyung-kwon  
Courrier International du 08/03/01, numéro 540

« George Bush tente de calmer le jeu en Corée » WERLY Richard  
Libération, 21 février 2002.

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

1

**TITRE I. L'EVOLUTION CONTRASTEE DE LA PENINSULE COREENNE.**

3

**11. L'HISTOIRE DE LA PENINSULE COREENNE.**

3

111. UNE HISTOIRE ANCIENNE AVEC DES PROLONGEMENTS  
ENCORE D'ACTUALITE

3

112. L'ANNEXION JAPONAISE

4

113. LA GUERRE DE COREE

5

**12. GEOGRAPHIE PHYSIQUE ET HUMAINE DE LA PENINSULE  
COREENNE**

6

121. GEOGRAPHIE PHYSIQUE

6

122. GEOGRAPHIE HUMAINE

7

**13. DES SYSTEMES ECONOMIQUES RADICALEMENT OPPOSES**

9

131. LA REPUBLIQUE DE COREE

9

1311. L'ESSOR PERFORMANT DU SECTEUR AGRICOLE

9

1312. UNE INDUSTRIE DE POINTE

10

1313. L'EVOLUTION DES RAPPORTS SOCIAUX ET LEURS

CONSEQUENCES

1314. LA CRISE MONETAIRE ET FINANCIERE DE 1997

12

132. LA REPUBLIQUE POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE DE COREE

13

1321. UNE AGRICULTURE PARTICULIEREMENT  
DEFICIENTE

14

1322. LA FAILLITE DE L'OUTIL INDUSTRIEL

14

1323. LA COREE DU NORD, ETAT MAFIEUX

15

133. STATISTIQUES : LE FOSSE SE CREUSE ENTRE LES DEUX

COREE

16

**TITRE II. LES PERSPECTIVES DE REUNIFICATION DE LA PENINSULE COREENNE**

18

**21. LA MENACE NUCLEAIRE DE LA COREE DU NORD**

18

211. L'ACCORD-CADRE DE 1994 : A L'ORIGINE UNE VICTOIRE NORD-COREENNE

19

2111. LES ENGAGEMENTS DE LA COREE DU NORD

19

2112. LES ENGAGEMENTS DES ETATS-UNIS

19

212. LE BILAN DECEVANT DE L'ACCORD-CADRE

20

213. LES MISSILES NORD-COREENS

21

2131. LES MISSILES SCUD

21

2132. LES MISSILES NODONG

22

2133. LES MISSILES A LONGUE PORTEE ET LANCEURS

SPATIAUX :

TAEPODONG

22

2134. LES EXPORTATIONS DE MISSILES DE LA COREE DU

NORD

23

**22. LA POLITIQUE DE REUNIFICATION**

25

221. LES RELATIONS INTERCOREENNES

25

222. LE SOMMET DE PYONGYANG

27

2221. UN SOMMET PORTEUR D'ESPOIRS...

28

2222. ... VITE DEÇUS

29

**23. L'INCERTITUDE DU PROCESSUS DE REUNIFICATION**

30

231. UNE POLITIQUE DE LA MAIN TENDUE

31

232. LES DEUX STRATEGIES DE SEOUL ET WASHINGTON

31

2321. LES EXIGENCES AMERICAINES

32

2322. LA POSITION SUD-COREENNE

33

233. L'ATTITUDE VERSATILE DE LA COREE DU NORD

34

2331. LE CHANTAGE DU FAIBLE

35

36	234. LA POSITION DE LA CHINE	
	235. LA POSITION DES AUTRES PUISSANCES REGIONALES	
	37	
	2351. LE JAPON	37
	2352. LA RUSSIE	37
	236. QUEL AVENIR POUR LA POLITIQUE DE KIM DAE JUNG ?	
	37	
	<b>CONCLUSION</b>	<b>39</b>